

Macron déclare la guerre au peuple français

samedi 1er octobre 2022, par [Jacques COTTA](#)

Entre deux déplacements à l'étranger et quelques accolades avec le chef d'état iranien — alors que les femmes iraniennes et le peuple iranien en général subissent une répression sanglante — **Emmanuel Macron** annonce son intention d'engager la guerre en France contre le peuple français.

Il remet sur le tapis la réforme des retraites pour « porter l'âge légal de départ à 65 ans d'ici 2031 ».

Point de vue casting, le président pouvait espérer mieux. C'est en effet **Olivier Veran**, tristement célèbre depuis le COVID qui doit monter au front. Sur les chaînes de télévision, le porte-parole du gouvernement a confirmé le calendrier de cette réforme explosive, tout en y apportant des précisions.

« *La réforme des retraites devra être présentée cet hiver et sera applicable dès l'été 2023* ». Un passage à l'Assemblée semblerait donc se dessiner à l'horizon février 2023.

À l'unisson avec le ministre de l'Économie **Bruno Le Maire**, Veran affiche « *l'objectif de dynamiser l'économie française* », de donner au gouvernement les moyens « *d'augmenter les dépenses publiques à l'école et dans la santé, de booster l'emploi* » et en fin de course « *d'appliquer le programme d'Emmanuel Macron* ».

Pour ce qui semble aux yeux du pouvoir une simple question de détail, « *les cotisations, les carrières longues, la pénibilité de l'emploi, le minimum retraite* », une concertation rondement menée devrait arrêter des décisions déjà prises. Et pour rassurer, il est annoncé que sera fixé « *un seuil à 1100 euros minimum pour les nouveaux retraités* ». 1100 euros, une fortune n'est-ce pas !

Plus qu'une réforme à caractère économique, c'est une offensive politique que Macron décide d'engager contre les Français. En réalité, dans la forme comme dans le fond, l'argumentation gouvernementale dégage tous les ingrédients susceptibles de mettre le feu aux poudres.

> Pour la forme, Veran rappelle avec insistance, par sa seule présence, la capacité du pouvoir de mentir éhontément, avec l'appui notamment d'une série de cabinets occultes — tel MacKinsey — qui devraient faire une nouvelle apparition à l'occasion des retraites.

> Pour le fond, tout y est.

L'argument financier qui omet de préciser que la réforme augmentera considérablement le nombre de chômeurs et que les comptes ne tiendront que si ceux-ci ne sont pas pris en considération, donc sont radiés sans autre forme de procès. Le succès de cette réforme passe donc par un accroissement notable de la misère.

L'argument scolaire et hospitalier qui omet de constater que l'école et l'hôpital ont subi le pouvoir macronien durant 5 ans et que les projets en cours n'ont pas pour objectif de développer ces services, mais au contraire de les transformer en profondeur plus encore pour amputer leur capacité à répondre aux besoins des citoyens.

Cette réforme est en réalité une véritable déclaration de guerre contre toute la société. Elle vient en période d'inflation, de difficultés accrues pour les Français, comme pour les accabler un peu plus.

Emmanuel Macron prend des risques, car comme dans toute guerre existent des armées. D'un côté, lui, ses donneurs d'ordre, les couches sociales très minoritaires qui le soutiennent, sa police, l'appareil d'état. De l'autre côté, les masses, qu'il serait hasardeux de considérer défaites avant que la bataille ne soit

menée, des millions, apparemment en sommeil, mais prêtes peut-être à se réveiller à l'occasion.

Négligeant la rue, Macron dit que « *dans la seconde qui suit le vote d'une motion de censure, il dissoudrait l'Assemblée nationale* », utilisant pour ce faire l'article 12 de la constitution. Il veut ainsi faire pression sur l'assemblée, donnant l'idée exacte qu'il se fait du rôle des députés qui seraient plus enclins à défendre leur poste que les convictions, l'intérêt général et surtout celui de leur parti. La FI et le RN ont déjà annoncé qu'ils censureraient. Si d'aventure les LR apportaient leur soutien à Macron sur une telle réforme, ils seraient appelés à disparaître définitivement.

En fait, Macron donne la mesure de sa marge de manœuvre très étroite. La rue d'une part, la dissolution de l'autre qui pourrait donner l'occasion de lui distribuer une nouvelle claque électorale, mettant en péril son pouvoir et le régime.

Reste la riposte. Le 16 octobre, à Paris, une manifestation est appelée contre la vie chère. Elle pourrait être l'occasion d'un déferlement, si les organisateurs centralisaient sur le pouvoir, au lieu de choisir une série de thèmes au nom de « l'intersectionnalité des luttes » — le climat par exemple — qui n'ont pas grand-chose à voir avec la vie chère, les retraites, le chômage, les préoccupations sociales, et qui loin d'amalgamer les mécontentements les divisent, les diluent, les troublent et minorisent toute réaction possible...

La vie chère, le travail, l'emploi, le salaire... [Un gros mot pour la gauche ?](#) Voilà pourtant qui devrait être suffisamment clair pour dégager les véritables responsabilités de la situation et centraliser sur le pouvoir les oppositions qu'il mérite.

Jacques Cotta

Le 1er octobre 2022